

Table des matières

Nouvelles attaques en mer Rouge alors que l'UE annonce sa mission de protection du trafic maritime	1
Les Etats membres approuvent l'encadrement des importations ukrainiennes.....	2
Les USA imposent des sanctions à plus de 500 entités liées à la Russie	3
Javier Milei « met de l'ordre » dans l'économie argentine	4

Nouvelles attaques en mer Rouge alors que l'UE annonce sa mission de protection du trafic maritime

lemonde.fr – 19/02/2024

Le transport maritime dans les eaux stratégiques de la mer Rouge et du golfe d'Aden a été une nouvelle fois la cible d'attaques lundi 19 février, alors que l'Union européenne (UE) a annoncé le lancement de sa propre mission de protection de la navigation dans la région.

Les rebelles houthistes, qui contrôlent de vastes territoires du Yémen, y mènent depuis novembre des attaques contre des navires, en disant agir en solidarité avec les Palestiniens dans la bande de Gaza, où Israël mène une guerre sanglante contre le Hamas en représailles contre l'attaque sans précédent du 7 octobre sur le sol israélien.

Face aux attaques houthistes, les Etats-Unis ont mis en place en décembre une force multinationale de protection maritime en mer Rouge, baptisée Prosperity Guardian, tandis que l'Union européenne a annoncé lundi le lancement officiel d'une mission similaire. « *L'Europe va assurer la liberté de navigation en mer Rouge, en coordination avec nos partenaires internationaux* », a écrit la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, sur X.

Depuis janvier, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont mené des frappes répétées sur des cibles houthistes au Yémen sans parvenir à mettre fin aux attaques, leur dernière frappe ayant eu lieu samedi. Lundi encore, de nouvelles attaques ont donc été signalées.

La France prête à mobiliser l'une de ses frégates, déjà présente en mer Rouge

A Bruxelles, l'UE a officiellement lancé l'opération militaire navale Aspides (« bouclier » en grec ancien), dont la mission est prévue pour une durée d'un an, éventuellement renouvelable. Elle ne devrait pas être totalement opérationnelle avant « quelques semaines », quand elle disposera de ressources suffisantes, selon un diplomate européen.

La frégate allemande Hessen est partie le 8 février, en direction de la mer Rouge. Elle sera en état d'alerte permanent et pourra répondre à d'éventuelles attaques avec des missiles, drones et « bateaux kamikazes » télécommandés. La Belgique a, elle, annoncé son intention d'envoyer sa frégate Louise-Marie. La France s'est pour sa part dite prête à mobiliser l'une de ses frégates, déjà présente en mer Rouge.

Les Vingt-Sept se sont mis d'accord dès janvier sur le principe d'une mission de surveillance et de patrouille maritime en mer Rouge, à condition toutefois que son mandat soit purement défensif. Elle pourra ainsi faire feu pour défendre les navires marchands ou se défendre elle-même, mais ne pourra pas viser des positions terrestres des rebelles houthistes au Yémen, selon des diplomates.

Plusieurs pays ont fait part de leur intention de participer à cette mission, notamment la Belgique, l'Italie, l'Allemagne et la France. L'Espagne a annoncé qu'elle n'y participerait pas.

Les revenus du canal de Suez ont « baissé de 40 à 50 % »

Le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, a par ailleurs annoncé lundi que les revenus du canal de Suez, l'une des principales rentrées en devises du pays, avaient « baissé de 40 à 50 % » depuis le début de l'année, à la suite des attaques des houthistes. Ces derniers ont poussé de nombreux armateurs à contourner l'Afrique et à suspendre les transits par la mer Rouge et le canal de Suez, par où passe habituellement 12 à 15 % du trafic mondial, selon l'UE. [...]

Dans le pays, qui traverse la pire crise économique de son histoire, les revenus du canal sont aussi surveillés que ceux du tourisme et que les envois d'argent de la diaspora égyptienne.

Les Etats membres approuvent l'encadrement des importations ukrainiennes

lafranceagricole.fr – 22/02/2024

Les États de l'Union européenne ont donné leur accord pour la reconduction de l'exemption des droits de douane pour les importations agricoles ukrainiennes, mais assortie de « mécanismes de sauvegarde » renforcés pour limiter leur impact, au cœur des récentes manifestations d'agriculteurs à travers l'Europe.

Les ambassadeurs des Vingt-Sept ont validé, le mercredi 21 février 2024, la proposition de la Commission européenne visant à renouveler pour un an, à partir de juin, la suspension de droits douaniers pour les produits de l'Ukraine et de la Moldavie entrant dans l'Union européenne. Le texte doit désormais être approuvé par les eurodéputés lors d'un vote en séance plénière en avril prochain.

Bond des importations ukrainiennes

« *Nous montrons notre soutien inébranlable à l'Ukraine, tout en protégeant notre marché intérieur d'une augmentation excessive d'importations de certains produits agricoles sensibles* », a réagi Hadja Lahbib, ministre belge des Affaires étrangères, dont le pays occupe la présidence tournante de l'UE.

Les agriculteurs accusent l'afflux de céréales, d'œufs et de poulets d'Ukraine de plomber les prix locaux, notamment dans les pays riverains, et d'entretenir une concurrence « déloyale » faute de satisfaire certaines normes (volailles élevées en masse...). Les importations de produits agricoles ukrainiens ont bondi de 11 % en valeur sur un an en janvier-septembre 2023.

Des mesures correctives

Un sujet particulièrement sensible en Pologne, où le blocage de la frontière par des agriculteurs en colère a provoqué ces derniers jours une violente crise entre Varsovie et Kiev.

Pour répondre à leurs préoccupations, la proposition de la Commission européenne comprend « des mesures correctives » pouvant être rapidement adoptées en cas de « perturbations importantes » sur le marché, y compris si elles ne touchent qu'un seul État membre.

Surtout, pour trois produits qualifiés de « sensibles » — volaille, œufs et sucre —, un « frein d'urgence » est prévu pour « stabiliser » les importations aux volumes moyens importés en 2022 et 2023, niveaux au-delà desquels des droits de douane seraient réimposés.

Une approche jugée insuffisante

Le secteur agricole juge cependant ces nouveaux garde-fous insuffisants.

Outre la colère toujours très forte des agriculteurs polonais, le Copa-Cogeca — la puissante organisation réunissant les syndicats agricoles majoritaires — et cinq associations sectorielles ont appelé à la mi-février à durcir drastiquement les restrictions.

Le plafonnement proposé pour trois produits correspond à des volumes élevés « *qui ont précisément provoqué* » la crise actuelle, tandis qu'« *aucune restriction n'est prévue (automatiquement) pour les céréales et le miel malgré l'importante capacité de production ukrainienne* », ont-ils déploré dans un communiqué commun. « *Cette approche ne parviendra pas à répondre aux préoccupations des agriculteurs, et entraînera probablement de nouvelles manifestations* », ont-ils averti.

Les USA imposent des sanctions à plus de 500 entités liées à la Russie

Reuters – 22/02/2024

Le président américain Joe Biden a annoncé vendredi que les Etats-Unis allaient imposer des sanctions à plus de 500 individus ou entités liés à l'invasion de l'Ukraine par les forces russes, il y a près de deux ans jour pour jour, ou à l'emprisonnement de l'opposant Alexeï Navalny, dont la mort a été annoncée il y a une semaine.

"Elles garantiront que (Vladimir) Poutine paie un prix encore plus élevé pour son agression à l'extérieur et la répression à l'intérieur", a déclaré Joe Biden.

Ces mesures du Trésor américain, annoncées en même temps que des sanctions britanniques et européennes, visent des individus liés à la détention d'Alexeï Navalny ainsi que des responsables du secteur financier, de l'industrie d'armement, des réseaux d'achat et de contournement des sanctions imposées à Moscou par les Occidentaux depuis l'invasion du 24 février 2022.

De nouvelles restrictions à l'exportation doivent également être imposées à une centaine d'entreprises.

Ce nouveau train de sanctions est mis en place alors que le projet, porté par l'administration de Joe Biden, d'une nouvelle aide militaire à l'Ukraine est toujours bloqué par l'opposition républicaine au Congrès.

"Après deux ans de guerre, les Ukrainiens continuent de lutter avec un courage admirable. Mais ils sont à court de munitions. L'Ukraine a besoin de plus de fournitures des Etats-Unis pour tenir face aux assauts incessants de la Russie, rendus possibles par les armes et les munitions de l'Iran et de la Corée du Nord", a déclaré Joe Biden. "C'est pourquoi la Chambre des représentants doit adopter le nouveau projet de loi bipartisan sur la sécurité nationale, avant qu'il ne soit trop tard."

Javier Milei « met de l'ordre » dans l'économie argentine

lesechos.fr – 23/02/2024

Le président argentin s'est réjoui d'avoir atteint l'équilibre budgétaire dès le mois de janvier. Mais la population paie cher son objectif de « déficit zéro ».

Mission accomplie ? Deux mois après son arrivée au pouvoir, Javier Milei, qui se heurte à un environnement politique hostile à la mise en place de son ambitieux chantier de réformes, peut au moins se vanter d'avoir rempli dès janvier son objectif de « déficit zéro ». Mieux, selon les critères du président libertaire, le solde budgétaire du mois de janvier affiche même un léger excédent. Cela n'était pas arrivé depuis 2012. L'an passé, le déficit a dépassé 5 % du PIB. Comme il est financé par la banque centrale du pays, qui fait tourner la planche à billets, le trou des finances publiques alimente l'inflation.

En décembre, le porte-parole du gouvernement, Manuel Adorni, avait comparé l'économie argentine à « un patient en soins intensifs, sur le point de mourir ». Face à ce « patient », le gouvernement a donc préféré l'amputation à la chirurgie de haute précision.

La récession s'intensifie

Avec des rentrées pratiquement égales à celles du mois de janvier 2023 en termes réels, ce sont donc les dépenses publiques qui ont été sacrifiées. Le gouvernement y a opéré une coupe de près de 40 % en termes réels par rapport à janvier 2023, d'après un rapport de l'Institut argentin d'analyse fiscale (Iaraf). En première ligne, on trouve les subventions à l'énergie (-77 %), les retraites et pensions (-38 %), l'emploi public (-27 %) et les plans d'aides sociales (-23 %).

Pari tenu pour donc pour Javier Milei, avec son corollaire. « Le gouvernement a cherché à réajuster des variables économiques qui accumulaient des déséquilibres insoutenables depuis douze ans. Mais l'effet immédiat a été une contraction économique très sévère et une diminution des salaires réels et des retraites très prononcée », explique l'économiste Martin Kalos, directeur de EPyCA Consultores.

Dans un contexte où l'inflation explose suite à la dévaluation du peso argentin de 51 %, affichant un taux de 254 % en janvier sur un an, les mesures prises par le gouvernement ont durement frappé le pouvoir d'achat. Elles ont également fait bondir le taux de pauvreté. La proportion de la population en situation de pauvreté est passée de 49,5 % en décembre à 57,4 % en janvier, d'après l'indice établi par l'Université catholique argentine. L'annonce par le gouvernement d'une augmentation de 30 % du salaire minimum et des retraites d'ici mars paraît donc bien dérisoire.

Conséquence : la contraction de l'activité économique, déjà en berne avant l'arrivée au pouvoir de Javier Milei, s'est accélérée entre décembre et janvier. « Toutes les données disponibles - en particulier celles liées au marché intérieur - mettent en évidence une détérioration notable, non seulement en termes interannuels, mais également par rapport au mois de décembre », indique un récent rapport du cabinet Invecq. L'immatriculation de voitures a chuté de 33 % en un an, suivie des ventes au détail (-25,5 %) et de la construction (-28,2 %).

Une réalité plus dure que les chiffres

Le nouveau président avait annoncé une récession à venir dès son discours d'investiture. Elle se confirme donc. Invecq a revu à la baisse ses prévisions avec une contraction, tous secteurs confondus, de 3,5 % du PIB pour 2024. Le FMI, de son côté, prévoit une chute du PIB de 2,8 %.

Des chiffres qui masquent une réalité plus dure encore, puisqu'ils prennent en compte les bonnes perspectives pour le secteur agricole et ses exportations entre avril et juillet, alors que le pays a fait face à des sécheresses ces dernières années.

Pour la plupart des analystes, la reprise devrait intervenir en deuxième partie de l'année pour retrouver, en décembre, des niveaux équivalents à ceux de fin 2022. L'optimisme est de mise du côté du gouvernement, qui prévoit un fort rebond de l'activité et un début de récupération du pouvoir d'achat à la faveur du ralentissement de l'inflation.

Mais « l'ampleur de la crise argentine est telle que de nombreuses variables peuvent provoquer des problèmes dans les prochains mois. Le principal obstacle étant de savoir combien de temps la société va pouvoir résister à cet ajustement avant d'exiger un changement de cap », avertit Martin Kalos, à l'aube d'une rentrée scolaire et sociale, début mars, qui s'annonce tendue.